

L'espagnol au Maroc: trajectoires historiques et défis
contemporains

Brahim FAKIR

USMBA

ibrahimfakir891@gmail.com

Maroc

Résumé:

L'histoire de l'espagnol au Maroc ne se réduit pas à la parenthèse coloniale, même si celle-ci a marqué durablement le paysage linguistique du royaume. Bien avant 1912, des routes commerciales, des exils religieux et des migrations ibériques avaient installé la langue dans le Nord. Bien après 1956, malgré un recul spectaculaire pendant les décennies d'arabisation, elle a survécu, fragmentée mais tenace. Cet article retrace ces strates, des juifs séfarades aux morisques, du Protectorat à l'Institut Cervantes, des statistiques officielles à la littérature marocaine d'expression espagnole. Selon les enquêtes, la part des Marocains qui comprennent le castillan oscille entre une personne sur vingt et une sur cinq : l'écart dit à lui seul la difficulté de mesurer une présence aussi ambiguë. Ni langue de pouvoir imposée de l'extérieur, ni langue morte d'un empire disparu, l'espagnol du Maroc est un héritage stratifié, dont la vie la plus réelle se joue aujourd'hui dans les familles du Nord, dans quelques cercles universitaires et chez une poignée d'écrivains obstinés.

Mots-clés: espagnol; Maroc; Protectorat espagnol; langue d'héritage; hispanismes; arabisation; Institut Cervantes; littérature hispano-marocaine.

Spanish in Morocco: Historical Trajectories and Contemporary Challenges

Abstract:

The history of Spanish in Morocco cannot be reduced to the colonial period, even though that period left a lasting mark on the kingdom's linguistic landscape. Long before 1912, trade routes, religious exiles, and Iberian migrations had established the language in the north. Long after 1956, despite a dramatic decline during the decades of Arabization, it survived, fragmented but tenacious. This article traces these layers, from Sephardic Jews to Moriscos, from the Protectorate to the Cervantes Institute, and from official statistics to Spanish-language Moroccan literature. According to surveys, the proportion of Moroccans who understand Castilian ranges from one in twenty to one in five: this range alone illustrates the difficulty of measuring such an ambiguous presence. Neither a language of power imposed from outside nor the dead language of a vanished empire, Spanish in Morocco is a layered legacy, whose most vibrant life today is found in families in the north, in a few academic circles, and among a handful of determined writers.

1. Introduction : le discours et la chose

Il existe une rhétorique officielle de la proximité hispano-marocaine, entretenue avec un zèle égal des deux côtés du détroit. Sommets diplomatiques, conventions culturelles, inaugurations : tout y célèbre une histoire partagée, des liens tissés par la géographie et des siècles de cohabitation. Cette rhétorique n'est pas fausse. Elle recouvre pourtant une réalité moins flatteuse : celle d'une langue qui s'efface, d'une transmission qui s'essouffle, d'institutions qui portent à bout de bras une présence qui ne va plus de soi.

Gonzalo Fernández Parrilla (2005) fut parmi les premiers à le dire sans ménagement : l'invocation permanente du passé commun sert surtout à masquer les désaccords présents, et la complaisance andalouse finit par nuire à la langue qu'elle prétend honorer. Zineb Benyaya (2007) faisait un constat voisin : colloques et cérémonies s'ouvrent et se referment sur les mêmes formules, pour un même désintérêt réciproque. Elle rappelait à ce propos le mot resté célèbre de l'écrivain Antonio Gala, excédé de voir les querelles de pêche contaminer la coopération culturelle : «*¡Basta de sardinizar las relaciones hispano-marroquíes!*¹» (cité par Benyaya, 2007).

Le roi Hassan II lui-même, à la veille d'une visite officielle en Espagne, avait reconnu le problème dans un entretien au quotidien *El País* : «*Es un error monumental no aprender más el idioma español en Marruecos*²» (cité par Benyaya, 2007). L'aveu date de 1989. Trente-cinq ans plus tard, l'erreur monumentale continue, et c'est cette persistance qu'il faut expliquer.

La question qui traverse cet article est donc simple à formuler et difficile à résoudre : pourquoi une langue enracinée depuis cinq siècles dans le pays, adossée au premier partenaire commercial du royaume, servie par le plus grand réseau d'instituts Cervantes du monde, ne parvient-elle pas à s'imposer dans l'école et dans

¹ Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: « Arrêtons de « sardiniser » les relations hispano-marocaines. »

² Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: « C'est une erreur monumentale de ne pas approfondir son espagnol au Maroc. »

la société marocaines? Et que nous apprend cet échec relatif sur ce qui fait réellement vivre ou mourir une langue, au-delà des discours ?

2. Avant le Protectorat : une présence ancienne et vernaculaire

2.1. Les juifs séfarades et la haketía

En 1492, pendant que Christophe Colomb quittait Palos de la Frontera, d'autres Espagnols, de religion juive, prenaient la mer dans l'autre sens. Une partie d'entre eux s'installa au Maroc : à Tétouan d'abord, qui deviendrait un foyer majeur de la culture hispano-juive, puis à Tanger, à Larache, à Fès. Ces communautés séfarades apportaient avec elles le judéo-espagnol, qui prit au Maroc la forme de la haketía¹, un castillan ancien mêlé d'hébreu et d'arabe (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014; García-Collado, 2024).

Ce qui frappe, à relire les sources, c'est l'absence de rupture. Pendant quatre siècles, ces communautés ont maintenu une vie linguistique propre, appuyée sur des écoles, des synagogues, des imprimeries. Quand le Protectorat arrive, certaines familles juives du Nord parlent à peine l'arabe. Leur « réhispanisation » des années 1912–1956 fut une retrouvaille plus qu'une conversion (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014). Le journaliste tangérois Pinhas Assayag l'exprimait avec une ferveur qui dit tout de cet attachement: *« Dans nos veines coule du sang espagnol, nous pensons en espagnol [...]. L'Espagne est notre patrie »* (cité par el Haddad, 2013).

Ce point suffit à défaire le mythe d'un espagnol purement colonial. Avant tout protectorat, la langue résidait déjà dans le pays : minoritaire sans doute, mais instituée, transmise, aimée. Elle ne conquerrait pas ; elle habitait.

2.2. Les morisques et les villes du littoral

Dix-sept ans après les juifs, ce fut le tour des morisques. Sur les quelque 325 000 morisques que comptait alors l'Espagne, entre 40 000 et 60 000 choisirent le Maroc,

¹Haketía est une variété du judéo-espagnol historiquement parlée par les communautés séfarades du nord du Maroc, issue de la convergence du castillan préclassique, de l'hébreu et de l'arabe dialectal marocain. Bien qu'elle ait cessé d'être une langue de communication quotidienne au cours du XX^e siècle, elle demeure un marqueur de la mémoire culturelle et de l'identité séfarade.

avec Tétouan pour destination principale, mais aussi Rabat, Salé et Chefchaouen (Fernández Vítors & Benlabbah, 2014). Beaucoup étaient bilingues et vécurent de la traduction ; d'autres ne parlaient que le castillan et dépendaient de leurs coreligionnaires pour communiquer. Presque tous transmirent leur langue au moins une ou deux générations.

Un document exhumé par Hossain Bouzineb (2024) restitue la scène avec une précision saisissante. Dans son mémorial de 1661, le franciscain Julián Pastor raconte l'installation des derniers arrivés à l'embouchure du Bouregreg : «*muchos Moriscos de los que salieron de España, Andaluzes y Hornacheros [...] labraron muchas casas en el Arrabal que hoy llaman de Salé*»¹. Les Hornacheros élevèrent la casbah, les Andalous prirent le port, et de cette rivalité naquit la fameuse république corsaire du Bouregreg.

La trace la plus durable de cet épisode n'est ni politique ni architecturale : elle est linguistique. Le parler de Rabat et de Salé conserve jusqu'à nos jours un fonds espagnol identifiable, et certains patronymes marocains actuels, Palomino, Torres, Zapata, Carmona, Fajardo, racontent encore cette origine (Bouzineb, 2024).

2.3. L'empreinte lexicale : toponymes et dariya

Quand les hommes s'en vont, les noms restent. Bouzineb (2024) a reconstitué toute une stratigraphie de la côte : Almuñécar, qui désigna pendant plus de trois siècles et demi l'actuel M'diq; Cabo Negro, traduction espagnole d'un très ancien Phoebe Extrema latin, lui-même rendu en arabe par Ras Attarf; Castillejos, devenu al-Fnidaq. Le cas de Casablanca est exemplaire: on a longtemps cru le nom traduit du portugais Casa Branca, jusqu'à ce que l'historien Ramón Lourido établisse, documents du dix-huitième siècle à l'appui, qu'il venait directement de l'arabe Dar Baida (cité par Bouzineb, 2024). Chaque couche de noms correspond à un régime de contact entre les rives.

¹ Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: «*nombreux morisques sortis d'Espagne, Andalous et gens de Hornachos, bâtirent quantité de maisons dans le faubourg qu'on appelle aujourd'hui Salé*».

L'empreinte la plus vivante se loge toutefois dans la dariya. L'arabe marocain regorge d'hispanismes¹ si anciens qu'on ne les perçoit plus comme étrangers : rial, du castillan real, pour l'argent ; spitar, de hospital ; komira, la baguette de pain, formée sur le verbe comer ; chiflor, le chou-fleur ; magana, la montre, issue de máquina et déjà attestée dans le récit d'un ambassadeur marocain en Espagne à la fin du dix-septième siècle (Bouzineb, 2024). Louis Brunot avait relevé dès 1921, dans le vocabulaire maritime de Rabat et Salé, des dizaines de termes espagnols de navigation, de pêche et de cuisine ; beaucoup se disent encore (cité par Bouzineb, 2024). Karima Lahssini (2017) en a dressé un inventaire systématique ; Ángeles Vicente (2011) a montré comment ce fonds ancien prépare, dans le Nord, des phénomènes de contact bien plus profonds, sur lesquels on reviendra.

2.4. Les franciscains et le cas Lerchundi

La présence ecclésiale a son propre rythme, plus long que celui des empires. Installés au Maroc depuis le treizième siècle pour assister les captifs chrétiens, les franciscains y sont restés sans interruption. Certains, à partir du dix-huitième siècle, se mirent à étudier sérieusement les langues du pays. José Lerchundi (1836–1896) incarne l'apogée de ce mouvement: il publie en 1872 une grammaire de l'arabe marocain qui servira aux Espagnols pendant un demi-siècle, fonde des écoles de Tanger à Essaouira, installe en 1888 la première imprimerie hispano-arabe du pays (el Haddad, 2013).

Faut-il en faire un héros du dialogue des cultures ? Yasmina el Haddad (2013) invite à la prudence. Derrière le savant, il y a le missionnaire, et derrière le missionnaire, l'éclaireur d'un projet colonial. L'historien Youssef Akmir le formule crûment : les hommes d'Église représentaient *«la part démagogique du colonialisme»*, chargée d'attirer les populations par des œuvres éducatives et humanitaires (cité par el Haddad, 2013). Lerchundi lui-même, dans une lettre au ministère d'État espagnol, expliquait que le meilleur moyen de propager la doctrine évangélique était de se mettre à la portée des populations par l'étude de leur langue.

¹L'hispanisme désigne un emprunt lexical, syntaxique ou phraséologique provenant de l'espagnol et intégré à une autre langue. Dans le contexte marocain, il renvoie principalement aux éléments espagnols incorporés à l'arabe dialectal.

L'arabisant et le colonisateur ne se contredisent pas : c'est le même projet, présenté sous deux emballages.

3. Le Protectorat espagnol (1912–1956) : imposition officielle, diffusion paradoxale

3.1. Une implantation contrariée

La guerre dite d'Afrique (1859–1860), close par le traité de Wad-Ras, avait réveillé en Espagne un appétit colonial que la conférence d'Algésiras finit par satisfaire à la marge : en 1912, le Maroc est partagé, et l'Espagne reçoit la portion congrue. Les chiffres de Fernando Valderrama Martínez (2005) sont éloquentes : 450 000 kilomètres carrés et huit millions d'habitants pour la zone française ; 21 000 kilomètres carrés et à peine un million d'habitants pour la zone espagnole. Encore ce petit territoire échappe-t-il longtemps à ses protecteurs : la résistance du Rif, menée par Abdelkrim, n'est vaincue qu'en 1927. Le tiers du Protectorat s'est donc passé en guerre (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014).

Cette fragilité initiale explique beaucoup de choses. L'Espagne n'a ni les moyens ni le loisir d'une politique linguistique systématique. L'espagnol devient certes la langue de l'administration et des institutions, et la seconde langue de quiconque veut commercer avec les nouveaux maîtres ; mais cette diffusion, insistent Fernández Vítóres et Benlabbah (2014), ne résulte d'aucun plan concerté d'enseignement de la langue aux Marocains. Elle se produit par contact, par nécessité, par capillarité. El Haddad (2013) parle d'une diffusion vernaculaire, presque naturelle. C'est toute la différence avec la France, qui fabrique méthodiquement une élite francophone appelée à lui survivre.

3.2. L'école du Protectorat et ses deux récits

Sur le terrain scolaire, la formule espagnole fut singulière. Plutôt que d'écraser l'enseignement coranique traditionnel, l'administration le laissa vivre et créa à côté des écoles hispano-arabes au programme soigneusement dosé : sur quarante-cinq heures hebdomadaires, dix heures d'arabe, dix heures d'espagnol, huit heures de

Coran confiées à un maître marocain dans une salle à part, avec sa natte et son matériel traditionnel (Valderrama Martínez, 2005). Des professeurs d'arabe classique furent recrutés jusqu'au Liban et en Syrie. À partir de 1937, une disposition officielle arabise progressivement l'enseignement : les matières passent une à une à l'arabe, les maîtres espagnols cèdent la place à des Marocains formés à cet effet (Valderrama Martínez, 2005 ; el Haddad, 2013).

De cette œuvre, il existe deux récits inconciliables. Le premier est celui de Valderrama lui-même, qui dirigea le service de l'enseignement marocain de 1937 à 1957 et qui décrivit l'action culturelle espagnole comme « *una de las más bellas realidades labradas amorosamente por España en Marruecos* »¹ (cité par Benyaya, 2007). Benyaya note malicieusement que le même homme, quelques années plus tard, dénoncerait la désorganisation chronique du système qu'il avait servi.

Le second récit est celui des historiens d'aujourd'hui. Rocío Velasco de Castro (2023) montre que la « fraternité hispano-arabe » et l'invocation perpétuelle d'al-Andalus relevaient d'abord de la propagande : il s'agissait de distinguer le protectorat espagnol, présenté comme fraternel, du colonialisme français, puis, après 1946, de ménager le monde arabe pendant que l'Espagne franquiste subissait l'isolement diplomatique. Le passé andalou n'était pas un héritage qu'on honorait, mais une ressource qu'on exploitait.

Entre l'hagiographie et le procès, un fait demeure : l'Espagne échoua à créer l'élite hispanophone dont elle rêvait. L'enseignement profita d'abord aux enfants des colons ; les familles marocaines s'en méfièrent longtemps, redoutant notamment l'enrôlement des élèves dans l'armée ; et les effectifs marocains dans les écoles espagnoles restèrent modestes au regard de ce que la France obtenait dans sa zone (el Haddad, 2013). Quand vint l'indépendance, la France laissait derrière elle une classe dirigeante francophone ; l'Espagne, des souvenirs.

3.3. Grandeur et misère de la colonie espagnole

¹ Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: «l'une des plus belles réalités façonnées avec amour par l'Espagne au Maroc».

La démographie raconte la même histoire à sa manière. En 1952, environ 130 000 Espagnols résident au Maroc : 80 588 dans la zone du Protectorat espagnol, une cinquantaine de milliers dans la zone française (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014). Ils travaillent dans les mines, l'agriculture, le commerce, l'administration ; ils ont leurs quartiers, leurs écoles, leurs paroisses, leurs journaux. Pour des milliers de Marocains du Nord, apprendre l'espagnol n'est pas alors un choix scolaire : c'est une nécessité de voisinage et de travail.

L'indépendance renverse tout. La colonie tombe à 44554 personnes en 1965, puis la marocanisation des biens décidée en 1973 chasse la plupart des derniers venus : ils ne sont plus que 8460 en 1986. Depuis, le chiffre s'est stabilisé et même légèrement redressé, autour de dix mille résidents au début des années 2010, mais la géographie s'est inversée : c'est désormais à Casablanca et Rabat, dans l'ancienne zone française, que vit près de la moitié de la colonie, tandis que Tétouan, jadis capitale du Protectorat, n'en abrite plus qu'une petite fraction (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014).

Le calcul est cruel mais simple. En 1956, il existait une masse critique de locuteurs pour reproduire la langue sur place. Trente ans plus tard, elle avait disparu. L'espagnol du Maroc cessait d'être porté par une population pour devenir ce qu'il est resté : une mémoire.

3.4. Presse et vie littéraire : un archipel en castillan

Il faut dire un mot d'un aspect trop peu connu : la vie culturelle en espagnol que le Protectorat fit exister. Le premier journal du Maroc fut espagnol : *El Eco de Tetuán*, imprimé en 1860 par l'écrivain Pedro Antonio de Alarcón, chroniqueur de la guerre d'Afrique. Valderrama Martínez (2005) recense une centaine de titres publiés ensuite dans la zone, dont des quotidiens durables comme le *Diario de África* de Tétouan ou *España de Tanger*. Dans l'après-guerre naquirent aussi des revues littéraires bilingues, arabe et espagnol, qui firent dialoguer les poètes des deux rives : *Al-Motamid* (1947-1956), dirigée par Trina Mercader, et *Ketama* (1953-1959), animée par Jacinto López Gorgé (Velasco de Castro, 2023). Ces revues restent, pour

les écrivains hispano-marocains d'aujourd'hui, une référence presque mythique : la preuve qu'un espace littéraire commun a existé.

4. Après l'indépendance : arabisation, relégation du Nord, triomphe du français

4.1. L'arabisation comme projet national

L'État indépendant se construit sur trois piliers : l'islam, la monarchie et la langue arabe. L'arabisation¹ de l'école et de l'administration devient un mot d'ordre, amplifié dans les années 1970 par la politique de marocanisation de Hassan II (1973–1977). L'arabe classique est consacré seule langue officielle ; l'amazigh, pourtant langue maternelle d'une large part de la population, attendra la Constitution de 2011 pour être reconnu (Velasco de Castro, 2023 ; Moreno Fernández & El-Harrak, 2025).

Dans ce paysage, toutes les langues étrangères ne sont pas logées à la même enseigne. Le français, loin de disparaître avec le colonisateur, s'installe comme langue seconde de fait, langue de l'administration supérieure, des affaires et des élites. Miguel Ángel Moratinos, alors diplomate, résumait la situation sans fard : les autorités de Rabat, écrivait-il, « *aplicaron a rajatabla el bilingüismo oficial: árabe y francés* »² (cité par Benyaya, 2007). L'espagnol, lui, n'a ni l'héritage administratif du français, ni le prestige mondial de l'anglais, ni la légitimité identitaire de l'arabe. Il devient une langue de la périphérie : utile au Nord, superflue au centre du pouvoir.

4.2. Le Nord puni, l'espagnol avec lui

Il y a pire que l'indifférence : la suspicion. L'ancienne zone espagnole devient, après 1956, une région surveillée. La révolte du Rif de 1958–1959 est écrasée dans le sang par une armée que commande le prince héritier Hassan ; en 1971 puis 1972, des officiers originaires du Nord participent à deux tentatives d'assassinat contre le

¹L'arabisation désigne une politique linguistique visant à renforcer l'usage de l'arabe classique dans l'enseignement, l'administration et la vie publique.

² Traduction de la citation de l'espagnol vers le français : « *appliquèrent à la lettre le bilinguisme officiel, arabe et français, tandis que la langue et la culture espagnoles, non seulement ne trouvèrent aucun appui, mais durent affronter toutes sortes d'obstacles* ».

roi. La région paie ces épisodes de décennies de marginalisation économique et symbolique (Velasco de Castro, 2023).

La langue paie avec elle. Velasco de Castro (2023) décrit un climat où s'exprimer en espagnol expose au soupçon de collaboration avec l'ancien occupant, comme parler amazigh expose à celui de dissidence. La toponymie est révisée, l'accès à l'administration reformulé, et tout ce qui rappelle l'Espagne est rangé parmi les vestiges coloniaux à effacer. Les librairies espagnoles ferment ou se reconvertissent dans le livre arabe et français (Benyaya, 2007). Quant aux relations culturelles entre Rabat et Madrid, minées par le ressentiment et l'incompréhension, elles s'enlisent dans ce que Benyaya (2007) appelle un dialogue de sourds et que l'historienne Rosa María Pardo Sanz a qualifié, pour la période 1956–1969, de «*relation empoisonnée*» (citée par Velasco de Castro, 2023).

4.3. La mesure du recul

Combien de Marocains parlent aujourd'hui l'espagnol ? Tout dépend de qui compte et de ce qu'on appelle parler. L'enquête la plus prudente, menée en 2012 par l'Institut royal des études stratégiques¹, conclut qu'à peine un Marocain sur vingt déclare comprendre l'espagnol ; les estimations les plus généreuses, fondées sur des critères plus lâches, montent jusqu'à une personne sur cinq (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014). Le français, dans les mêmes enquêtes, est compris par environ deux personnes sur trois. L'écart n'appelle pas de commentaire.

La géographie de ces locuteurs confirme l'histoire. D'après une enquête du CIDOB de 2005, les régions où l'on trouve le plus de personnes capables de parler espagnol sont Al-Hoceïma, où c'est le cas de près de trois habitants sur quatre, Tanger, où c'est presque un sur deux, et Laâyoune, dans l'ancien Sahara espagnol, où c'est plus d'un sur quatre (Fernández Vítóres & Benlabbah, 2014). Autrement dit : l'espagnol vit exactement là où l'Espagne a vécu, et nulle part ailleurs. Dans une

¹L'Institut royal des études stratégiques (IRES) constitue un organisme public marocain de prospective stratégique placé sous l'autorité du Cabinet royal.

situation de diglossie¹ désormais bien installée, il occupe le versant familial et oral, pendant que l'arabe classique, le français et l'anglais se partagent le prestige.

Un dernier chiffre dit la profondeur du repli scolaire : au cours de l'année 1987–1988, sur l'ensemble des élèves du secondaire apprenant une seconde langue étrangère, l'immense majorité choisissait l'anglais et à peine un sur quatorze l'espagnol, qui devançait seulement l'allemand (Benyaya, 2007). Le castillan partait de très bas quand commença sa renaissance institutionnelle.

5. La renaissance institutionnelle : conventions, universités, Cervantes

Le paradoxe relevé par Benyaya (2007) mérite qu'on s'y arrête : c'est au moment précis où la présence humaine espagnole s'effondre que l'État espagnol redécouvre le Maroc comme terrain d'action culturelle. La convention de 1957, signée dans l'euphorie de l'indépendance, était restée lettre morte. Celle de 1979, centrée sur l'enseignement et la recherche, prévoit l'échange de lecteurs et la création de chaires ; elle restera elle aussi, de l'aveu général, un bon texte sans volonté d'application, plombé entre autres par l'épineuse question de l'équivalence des diplômes (Benyaya, 2007).

Le vrai tournant est pédagogique avant d'être diplomatique. En 1976, le programme officiel d'espagnol du ministère marocain de l'enseignement rompt avec des décennies de tutelle française sur la matière : «*La enseñanza del español no debe pasar por la relación con el francés. Es peligroso acostumbrar a los alumnos a traducir al francés en lugar de aprender a pensar únicamente en la lengua extranjera*»² (cité par Benyaya, 2007). Derrière la consigne didactique, c'est toute une émancipation qui se joue : jusque-là, manuels, méthodes et même inspecteurs venaient de France, et l'Espagne était absente de l'enseignement de sa propre langue (Benyaya, 2007).

L'université marocaine prend le relais. Le premier département d'espagnol, créé à Rabat pour accueillir les bacheliers du Nord qui ne parlaient pas français, essaime

¹La diglossie désigne une situation sociolinguistique caractérisée par la coexistence de deux langues ou de deux variétés d'une même langue exerçant des fonctions sociales distinctes.

² Traduction de la citation de l'espagnol vers le français : «*L'enseignement de l'espagnol ne doit pas passer par la comparaison avec le français. Il est dangereux d'habituer les élèves à traduire en français au lieu d'apprendre à penser uniquement dans la langue étrangère*».

à Fès, Tétouan, Casablanca, Agadir. Dans les années 1990, l'hispanisme marocain se dote de revues propres, de colloques, de thèses ; six universités offrent aujourd'hui des études hispaniques complètes (el Haddad, 2013 ; Velasco de Castro, 2023).

Enfin vient l'Institut Cervantes¹, créé en 1991 sur le socle des anciens centres culturels espagnols. Rodolfo Gil Grima, qui connut les deux époques, le disait justement : « *El Cervantes no es una creación ex nihilo*² » (cité par el Haddad, 2013). Avec ses centres de Tanger, Tétouan, Rabat, Fès, Casablanca et Marrakech, complétés d'antennes à Meknès, Nador et Al-Hoceïma, le Maroc devient le pays comptant le plus d'instituts Cervantes au monde (el Haddad, 2013). Détail savoureux : il détient le même record pour les instituts français. Le royaume est devenu, sans l'avoir cherché, le champ de bataille des diplomaties linguistiques européennes.

6. L'espagnol dans l'école marocaine d'aujourd'hui

6.1. Ce que disent les effectifs

Dans le système public, l'espagnol se présente comme une seconde langue étrangère optionnelle, introduite en dernière année de collège et poursuivie au lycée, en concurrence avec l'anglais, l'allemand et l'italien (Moreno Fernández & El-Harrak, 2025). Les effectifs ont connu une vraie croissance au tournant du siècle : 36 839 élèves en 2000–2001, 44 274 l'année suivante, 50 965 en 2002–2003, encadrés par environ six cents professeurs et une trentaine d'inspecteurs marocains (Benyaya, 2007). Le nombre d'apprenants avait alors quintuplé en vingt-cinq ans, et la courbe culmina autour de 70 000 élèves en 2010–2011 (El Hassani, 2016).

Rapportés à la masse scolaire, ces chiffres restent pourtant modestes : sur plus de deux millions de lycéens et collégiens concernés, jamais plus d'un élève sur onze n'a étudié l'espagnol, même aux meilleures heures, rappelle Fatiha Benlabbah (citée par El Hassani, 2016) ; face à lui, l'anglais rassemble l'écrasante majorité des inscriptions.

¹L'Institut Cervantes constitue un établissement public espagnol chargé de promouvoir l'enseignement de l'espagnol et la diffusion de la culture hispanique à l'étranger.

² Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: « *Le Cervantes n'est pas une création à partir de rien, mais la structuration de ce qui se faisait déjà* ».

Et la tendance récente est à la baisse : l'Observatoire mondial de l'espagnol constate un déclin dans le secondaire, faute d'appui institutionnel, pendant que la réforme en cours renforce délibérément l'anglais (Moreno Fernández & El-Harrak, 2025). À l'université même, les inscriptions en études hispaniques ont reculé, passant de 3 386 étudiants en 2007–2008 à 2 524 quatre ans plus tard (El Hassani, 2016).

Benyaya (2007) ajoute au tableau une donnée qu'on oublie trop souvent : la condition matérielle de cet enseignement. Professeurs mal payés, manuels nationaux vieillissants, aucun support complémentaire autorisé, élèves à convaincre de l'utilité d'une langue qu'ils n'entendent nulle part : l'espagnol scolaire survit dans la précarité, très loin du confort didactique des centres Cervantes, dont l'expérience ne bénéficie pratiquement pas aux lycées publics.

6.2. Trois langues, trois trajectoires

La comparaison qualitative que proposent Moreno Fernández et El-Harrak (2025) résume la hiérarchie actuelle. Le français : présence très forte, du secondaire scientifique à l'université et à l'administration, consolidée par les réformes récentes. L'anglais : présence croissante à tous les niveaux, en expansion accélérée, porté par une perception massivement favorable. L'espagnol : présence modérée, cantonnée au secondaire et aux humanités universitaires, en déclin dans le premier, sans soutien institutionnel, mais en croissance comme langue étrangère hors système, précisément dans les instituts.

La perception sociale suit la même pente. Interrogés par le British Council en 2021 sur les langues qu'il importe d'apprendre, les Marocains placent l'anglais très haut et l'espagnol tout en bas de la liste, derrière toutes les autres options (cité par Moreno Fernández & El-Harrak, 2025). Or les familles choisissent d'après ce qu'elles perçoivent : la prophétie s'auto-réalise.

6.3. Le paradoxe économique

Voici l'énigme que soulève Asma El Hassani (2016). L'Espagne est le premier partenaire commercial du Maroc : plus d'une exportation marocaine sur cinq part

vers l'Espagne, et environ un produit importé sur huit en provient; le Maroc est réciproquement le premier marché africain de l'Espagne. On attendrait d'une telle imbrication qu'elle tire la langue vers le haut. Il n'en est rien : les affaires se traitent en français, et de plus en plus en anglais.

El Hassani emprunte la clé de l'énigme aux économistes José Carlos Jiménez et Aránzazu Narbona: « *El enemigo del español no es el inglés, sino la pobreza*¹ » (cités par El Hassani, 2016). Une langue vaut ce que valent, économiquement et culturellement, les sociétés qui la parlent, et tant que l'espace hispanophone ne pèsera pas dans les échanges du Maroc autant que l'espace anglophone, la proximité géographique n'y changera rien. Les échanges du royaume avec l'Amérique latine restent en effet marginaux, autour d'un vingtième de son commerce extérieur (El Hassani, 2016).

Les hispanophones marocains, eux, désignent un autre coupable : la négligence espagnole. Le romancier Mohamed el Morabet, prix Málaga du roman, le disait en 2022 avec une netteté rare: « *España debería preocuparse más por conservar el español en Marruecos; su dejadez ha permitido al francés ganar terreno*² » (cité par Velasco de Castro, 2023).

7. La vie réelle : le Nord, les familles, la rue

7.1. Une langue d'héritage

Les statistiques nationales voient mal ce qui se passe à Tétouan. Il faut y entrer par une autre porte : celle des inscriptions à l'Institut Cervantes local. María de los Ángeles García-Collado (2024) a suivi, entre 2020 et 2024, près d'un millier d'élèves de la région, et ce qu'elle décrit ne ressemble à aucune classe de langue étrangère ordinaire. Des débutants qui n'ont jamais étudié l'espagnol le comprennent parfaitement et le parlent avec une prononciation impeccable ; leurs explications tiennent en quelques mots : « *mi madre es española* », « *veo series en español* », «

¹ Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: « *L'ennemi de l'espagnol n'est pas l'anglais, c'est la pauvreté* ».

² Traduction de la citation de l'espagnol vers le français: « *L'Espagne devrait se préoccuper davantage de préserver l'espagnol au Maroc ; sa négligence a permis au français de gagner du terrain* ».

soy de Ceuta », ou plus simplement « *siento el español como mío* », je sens l'espagnol comme mien.

García-Collado applique à ces locuteurs la notion de langue d'héritage: une langue reçue au foyer, essentiellement à l'oral, sans scolarisation correspondante. Ses enquêtes donnent des proportions frappantes : six élèves adultes sur dix disent parler espagnol à la maison, huit sur dix ont de la famille en Espagne ; chez les enfants et adolescents, la quasi-totalité déclare parler espagnol au foyer, et pour près de deux sur trois, l'un des parents est espagnol (García-Collado, 2024). La transmission passe par les grands-mères, les pères émigrés, les vacances à Algésiras, les dessins animés d'antan et les réseaux sociaux d'aujourd'hui.

Ce phénomène a une portée identitaire que l'auteure ne dissimule pas : dans certains milieux du Nord, se dire hispanophone, voire descendant des morisques, a servi de marqueur de distinction face au reste du pays (García-Collado, 2024). Comme si l'espagnol était la mémoire que le Nord gardait de lui-même, pendant que le centre voulait l'effacer.

7.2. La rue bilingue : alternance et mélange

Dans les localités qui bordent Ceuta, le contact quotidien a produit mieux que des emprunts : un véritable parler mixte. Vicente (2011) et García-Collado (2024) décrivent une alternance codique¹ devenue naturelle chez les jeunes : « *Vamos al coche, nmshīw* » (allons à la voiture, on y va), « *wā vale, wā sālī* » (d'accord, c'est bon), ou ces chevilles de conversation qui existent en double, « *¿entiendes?* » à côté de « *fhemā?* ». L'espagnol n'y est pas une matière scolaire : c'est un registre de la vie ordinaire, injecté dans la dariya au gré des phrases.

Même la prononciation garde la trace des époques. Bouzineb (2024) observe que le Nord conserve le p espagnol, spitar, spania, polisía, là où le reste du pays le sonorise en b, sbitar, sbania, bulis : à l'oreille, on entend encore la frontière du Protectorat. Et certains apellidos moriscos de Rabat, Palamino pour Palomino,

¹L'alternance codique (code-switching) est un phénomène sociolinguistique consistant à alterner deux ou plusieurs langues au sein d'une même interaction.

gardent depuis quatre siècles une consonne que l'arabe ignore. La phonétique est un fossile fidèle.

8. Écrire en espagnol au Maroc

8.1. Trois générations

Il existe une littérature marocaine d'expression espagnole. Petite, discutée, mais réelle, et vieille désormais de trois générations, selon la périodisation qu'établit Velasco de Castro (2023). La première est celle des pionniers formés sous le Protectorat : Mohamed Ibn Azzuz Hakim, premier Marocain à publier un livre en espagnol, en 1949, et auteur le plus prolifique dans cette langue avec plus d'une centaine de titres ; Mohamed Chakor, journaliste et essayiste, passeur infatigable entre les deux rives.

La deuxième génération éclot dans les années 1990. Mohamed Sibari, professeur d'espagnol à Larache, en est la figure la plus attachante : ses romans, d'*El caballo* (1993) à *De Larache al cielo* (2006), peignent la vie quotidienne des Espagnols et des Marocains du Protectorat avec une tendresse nostalgique qui n'exclut pas les ombres. Mohamed Bouissef Rekab, fils de mère espagnole, romancier et universitaire, explore la Tétouan coloniale et le mythe d'Abdelkrim. Esther Bendahan, née à Tétouan, raconte de l'intérieur la fin de la communauté juive du Nord. Chez tous, note Velasco de Castro (2023), une même ambivalence: on mythifie la résistance anticoloniale tout en idéalisant la cohabitation d'antan.

La troisième génération, celle de Najat el Hachmi, Said el Kadaoui, Farid Othman-Bentría Ramos ou Mohamed el Morabet, tourne la page coloniale. Ses thèmes sont le déracinement, l'identité plurielle, la Méditerranée ; sa revendication, celle de l'espagnol comme langue propre, choisie et non subie. Othman-Bentría va jusqu'à défendre un espagnol atlantique qui fondrait ensemble le castillan du Nord, les tournures tangéroises, le ladino et la haketía (Velasco de Castro, 2023). L'ancienne langue du colonisateur devient matériau d'invention.

8.2. Écrire sans éditeur, exister sans lecteurs ?

Le revers de cette vitalité est institutionnel. L'Association des écrivains marocains de langue espagnole¹, fondée à Larache en 1997 par les auteurs eux-mêmes, a vécu jusqu'en 2009 sans le moindre appui public espagnol, publiant ses membres pour l'essentiel à compte d'auteur ; sa refondation tentée en 2015 n'a jamais retrouvé l'élan des débuts (Velasco de Castro, 2023 ; el Haddad, 2013). Juan Goytisolo, qui connaissait le Maroc mieux que personne parmi les écrivains espagnols, s'indignait de cette invisibilité : « *nadie o casi nadie parece preocuparse de la labor creadora de los marroquíes hispanohablantes, pese a que muchas de sus obras merezcan ser conocidas*² » (cité par el Haddad, 2013).

Fernández Parrilla (2005) posait la question qui fâche : peut-on parler d'une littérature quand presque aucun de ses auteurs n'a trouvé d'éditeur en Espagne, quand la production paraît surtout au Maroc, dans les marges des universités et des institutions culturelles espagnoles ? Il y voyait moins une littérature constituée qu'un objet gonflé par la sentimentalité du passé partagé, et soupçonnait dans l'attention qu'on lui porte une pointe de paternalisme. Vingt ans plus tard, les prix littéraires remportés en Espagne par el Hachmi ou el Morabet apportent un début de démenti ; mais la question de Parrilla garde sa valeur d'avertissement : une littérature ne vit pas de commémorations, elle vit de lecteurs.

Conclusion : ce qui tient, et pourquoi

¹L'Association des écrivains marocains de langue espagnole (AEMLE) constitue une association culturelle et littéraire fondée à Larache en 1997 par un groupe d'écrivains et d'hispanistes marocains afin de promouvoir la littérature marocaine d'expression espagnole, de favoriser la publication et la diffusion des œuvres de ses membres et de renforcer les échanges culturels avec le monde hispanophone. Première structure de ce type au Maroc et dans le monde arabe, elle a organisé des rencontres littéraires, des colloques et des publications collectives, contribuant à la reconnaissance institutionnelle de la littérature marocaine en espagnol. Active jusqu'en 2009, elle a fait l'objet d'une tentative de refondation en 2015 sous le nom de Nueva Asociación de Escritores Marroquíes en Lengua Española (NAEMLE), sans retrouver l'influence de l'organisation initiale.

² Traduction de la citation de l'espagnol vers le français : « *Personne ou presque ne se soucie du travail créateur des Marocains hispanophones, alors que nombre de leurs œuvres mériteraient d'être connues* ».

Que conclure d'une langue présente depuis cinq siècles, inscrite dans les noms des lieux et des familles, irriguée par le premier partenaire économique du pays, servie par un réseau institutionnel sans équivalent, et qui pourtant recule à l'école, s'efface des perceptions et ne pèse presque rien dans la vie publique ?

D'abord ceci : le déclin de l'espagnol au Maroc n'a pas eu besoin d'interdiction. Aucun décret n'a jamais proscrit le castillan. Il a suffi de l'abandonner : pas d'amis au sommet de l'État marocain, pas de constance du côté espagnol, pas d'utilité perçue du côté des familles. Les langues meurent rarement de persécution ; elles meurent d'inutilité supposée.

Ensuite : la rhétorique du passé commun n'a rien sauvé, et a peut-être desservi. Ce que les sources montrent, de Velasco de Castro à Parrilla, c'est que l'invocation d'al-Andalus a servi tour à tour la propagande franquiste, la diplomatie des sommets et la bonne conscience culturelle, sans jamais financer un manuel scolaire ni former un professeur. Hassan II avait nommé l'erreur monumentale ; personne, de part et d'autre, n'a voulu payer le prix de la corriger.

Enfin, et c'est la leçon la plus intéressante : ce qui a tenu n'est pas ce qu'on protégeait. Ni les conventions, ni les chaires, ni les commémorations. Ce qui a tenu, c'est la haketja des grands-mères devenue l'espagnol des petits-enfants, le rial et le spitar de la dariya, la paie en euros de Ceuta, les séries du soir, les romans écrits contre toute prudence éditoriale. L'espagnol du Maroc a survécu par le bas, par les usages, par l'affection ; tout ce que les États croyaient décisif s'est révélé décoratif.

L'avenir dira si cette vitalité souterraine suffit face à l'anglais, que l'école marocaine installe méthodiquement comme langue de la modernité. Rien n'est moins sûr. Mais une langue qui a traversé l'expulsion de 1492, celle de 1609, la fin d'un protectorat, vingt ans de suspicion politique et un demi-siècle d'indifférence scolaire a prouvé au moins une chose : elle sait perdre sans disparaître. C'est une forme de force que les statistiques mesurent mal, et c'est peut-être la seule qui compte.

Références

- Benyaya, Z. (2007). La enseñanza del español en Marruecos: del pasado al presente. *Porta Linguarum*, 7, 167–180.
- Bouzineb, H. (2024). La larga historia de la lengua española en Marruecos. Dans Real Academia Española, *Crónica de la lengua española 2023–2024* (p. 88–98). Espasa.
- El Hassani, A. (2016). El valor de la lengua española en Marruecos: entre globalización y universalidad. Dans *[Actes de colloque, éditeur à compléter]* (p. 145–149).
- el Haddad, Y. (2013). *Le patrimoine revisité : histoire, mémoire et diaspora dans la littérature marocaine d'expression espagnole 1951–2009* [Thèse de doctorat, Universiteit van Amsterdam]. UvA–DARE.
- Fernández Parrilla, G. (2005). Maroc et Espagne : des relations peu littéraires ? *Afkar/Idées*, (hiver 2005), 106–108.
- Fernández Vítors, D., & Benlabbah, F. (2014). *La lengua española en Marruecos*. Embajada de España en Marruecos; AECID ; Instituto de Estudios Hispano–Lusos, Universidad Mohammed V de Rabat.
- García–Collado, M. de los Á. (2024). El español de herencia en el norte de Marruecos y sus identidades lingüísticas. Instituto Cervantes de Tetuán. [Support éditorial exact à vérifier].
- González, F. (2019). *L'espagnol au Maroc*. Espagnol à la Maison. <https://www.espagnolalamaison.com/espagnol-maroc/>
- Lahssini, K. (2017). *Hispanismos en el árabe marroquí* [Trabajo Fin de Grado, Universidad de Zaragoza]. Repositorio Zaguán.
- Moreno Fernández, F., & El–Harrak, M. (2025). *El español en el panorama idiomático marroquí* (Informes del Observatorio Global del Español, 01/2025). Instituto Cervantes.
- Valderrama Martínez, F. (2005). La acción cultural de España en Marruecos. *Boletín de la Asociación Española de Orientalistas*, 41, 9–22.

- Velasco de Castro, R. (2023). Percepciones del Protectorado español y su legado: lengua, cultura y literatura españolas en el Marruecos postcolonial. *Historia del presente*, 41(1), 11-26.
- Vicente, Á. (2011). La presencia de la lengua española en el Norte de África y su interacción con el árabe marroquí. *[Revue à confirmer]*, 2(18), 59-84.